



Association pour la promotion et la défense
des transports en commun par les usagers

RAPPORT ANNUEL
2007-2008 : NOUVELLES
PERSPECTIVES À L'HORIZON

Rapport d'activités et résultats présentés à
Montréal devant l'Assemblée générale des membres

Le 29 mai 2008

Table des matières

1.	Mission de l'Association, fonctionnement et réalisations	p. 3
1.1.	Objectifs généraux de l'Association	
1.2.	Objectifs spécifiques	
1.3.	Services dispensés	
1.4.	Fonctionnement de l'Association et moyens d'action	
1.5.	Résultats escomptés	
2.	Faits saillants de l'exercice 2007-2008	p. 8
3.	Activités et résultats 2007-2008	p. 10
4.	Orientations et planification stratégique 2008-2011	p. 16
5.	Rapport du vérificateur 2007-2008	p. 19
6.	Prévisions budgétaires 2008-2009	p. 31
7.	Annexes :	
	Annexe A	Liste des membres du Conseil d'administration 2007-2008
	Annexe B	Revue de presse à jour 2007-2008

1. MISSION DE L'ASSOCIATION, FONCTIONNEMENT ET RÉALISATIONS

Transport 2000 Québec est une association nationale sans but lucratif incorporée en vertu de la partie III A de la Loi des compagnies du Québec. Ses lettres patentes ont été délivrées le 14 juillet 1977. La charte figure à l'annexe 1. L'Association, qui a maintenant plus de 30 ans de réalisations à son actif, a pour mission de **promouvoir les transports collectifs dans une perspective de développement durable et du mieux-être des communautés.**

Transport 2000 Québec poursuit une mission d'intérêt public, qui consiste d'abord à assurer la défense des intérêts des usagers des transports et la promotion de leurs droits et, incidemment, à promouvoir les transports collectifs et l'intermodalité des moyens de transport, dans la perspective d'un système accessible, intégré et efficace aux plans économique, énergétique et de la protection de l'environnement.

L'Association est administrée par un conseil élu annuellement par les membres, sauf pour la direction générale, avec la tenue d'une assemblée générale convoquée annuellement ; celle-ci approuve les grandes orientations et les budgets, nomme le vérificateur externe, en plus de recevoir les rapports d'activités et financiers. C'est une responsabilité sociale importante et elle est assumée sur une base volontaire.

Transport 2000 est une organisation charitable, bien qu'elle ne dispose pas d'un numéro de charité, assure une fonction de soutien à la communauté, en particulier auprès des clientèles les moins fortunées, au bénéfice du grand public. Cette vocation communautaire fait en sorte que nos services sont dispensés gratuitement pour assurer l'encadrement, le soutien technique et certains services documentaires aux membres et autres usagers des transports. Il en va de même pour documenter les médias d'information sur le transport des personnes en général (accès, sécurité, etc.).

1.1 Objectifs généraux de l'Association

- ➔ Assurance du respect des lois et règlements qui déterminent la qualité des services offerts aux usagers et à la population;
- ➔ expression du point de vue des usagers lors des débats sur les grandes orientations à donner au transport des personnes;
- ➔ sensibilisation à une vision et une action globales, à long terme, en matière de transport des personnes;
- ➔ promotion du transport collectif des personnes;
- ➔ développement de l'intérêt des citoyens et des responsables pour les questions relatives aux transports en commun.

1.2. Objectifs spécifiques

- ➔ Favoriser le regroupement des usagers, personnes et organismes préoccupés par l'information, l'éducation et l'action en vue de développer des transports collectifs conçus pour la population, donc former ou soutenir des comités d'usagers sur les dossiers chauds, à travers le Québec, appuyer leur action et identifier des solutions aux problèmes de transport dans leur région;
- ➔ Promouvoir et stimuler le développement de transports collectifs efficaces et adaptés aux besoins réels de la population du Québec, dont le taux de motorisation est le plus bas en Amérique du Nord;
- ➔ Promouvoir le développement de l'intermodalité (trains, autobus, métro, taxi, bicyclette) et du transport semi-collectif (covoiturage, taxi collectif) pour réduire l'usage de la voiture personnelle;
- ➔ Réaliser des campagnes d'information et de sensibilisation aux transports en commun tant auprès de la population que des gouvernements et du Parlement;
- ➔ Sensibiliser les milieux d'affaires et professionnels impliqués dans le domaine du transport sur la globalité des problèmes soulevés, et soutenir les relations entre ceux-ci et les usagers pour trouver des solutions nouvelles;
- ➔ Tenir compte de l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques dans le choix des différents modes de transport et compte tenu de leur impact sur l'environnement;
- ➔ Fournir des analyses et proposer des solutions au développement d'une pensée et d'une action à long terme en matière de transport collectif;
- ➔ Diffuser de l'information relative aux nouvelles technologies et nouvelles expériences en matière de transports collectifs qui favorisent la protection de l'environnement.

Historiquement, **Transport 2000 Québec** se préoccupe des divers aspects du transport des personnes tels que la qualité des services, le développement de la technologie en matière de transport, l'accessibilité et le développement de nouveaux services accessibles et structurants pour l'économie du Québec et de ses régions.

Transport 2000 Québec recrute ses membres dans divers milieux, la majorité étant constituée d'usagers. Nous comptons également des entreprises et institutions qui s'intéressent au transport et qui reconnaissent la nécessaire contribution de l'organisme au débat public et à la recherche de solutions.

Transport 2000 Québec s'avère le principal porte-parole des intérêts des usagers du transport en commun. Consultée régulièrement, tant par les médias et divers organismes communautaires que par la population en général, l'association **Transport 2000 Québec** se veut aussi un outil collectif essentiel pour un avenir meilleur en matière de transport urbain et interurbain.

1.3. Services dispensés sur une base continue

- ✓ collaboration avec les comités et associations qui veulent aider et soutenir une clientèle particulière du transport en commun ou le développement de ce mode;
- ✓ regroupement des usagers du transport en commun pour la résolution d'un problème spécifique;
- ✓ **aide à la formulation et à l'acheminement des plaintes et commentaires des usagers;**
- ✓ **information directe à la population sur les acteurs et les institutions du transport des personnes;**
- ✓ recherche spécifique pour améliorer et diversifier les méthodes d'exploitation du transport des personnes;
- ✓ maintien d'une documentation spécialisée dans le domaine du transport des personnes, l'aménagement du territoire, les questions énergétiques et la protection de l'atmosphère;
- ✓ soutien à la formation et au travail des comités d'usagers en fournissant une aide matérielle, en assurant la liaison, en dispensant de l'information; aide à l'usager pour faire valoir son point de vue auprès d'organismes de transport;
- ✓ diffusion de l'information, relations avec les médias, élaboration d'avis, de mémoires, lettres d'appui ou opinions articulées, etc. ; recherches sous un aspect particulier du transport des personnes;
- ✓ collaboration avec les groupes et associations pour les appuyer dans leurs démarches auprès des responsables du transport en commun ; soutien à ces groupes pour l'accès à l'information sur les transports;

- ✓ production d'un magazine d'information et de liaison trimestriel qui touche divers aspects du transport des personnes;
- ✓ toute autre forme de participation qui permette de mieux faire connaître les dossiers qui touchent le transport en commun.

1.4. Fonctionnement de l'Association et moyens d'action

- ✓ **Information aux usagers sur les dossiers qui les préoccupent ainsi que sur leurs droits et obligations;**
- ✓ regroupement des usagers dans des comités structurés, représentatifs des intérêts en jeu;
- ✓ rencontres, ponctuelles ou régulières, avec les intervenants impliqués à divers titres dans un dossier; consultations et rencontres avec les groupes de citoyens et associations de consommateurs;
- ✓ **collaboration avec les médias afin de sensibiliser le public aux besoins des usagers des transports et aux solutions;**
- ✓ représentation des intérêts des usagers auprès des responsables du transport en commun lors d'audiences publiques, de commissions parlementaires, de rencontres informelles, etc.;
- ✓ **recherche thématique dans le domaine du transport des personnes pouvant apporter un éclairage pertinent sur les besoins des usagers et la bonne gouvernance en transport des personnes;**
- ✓ abonnement aux revues de presse, journaux, périodiques, magazine d'information EN TRANSIT, etc.

1.5. Résultats escomptés

- ✓ amélioration des services du transport en commun pour satisfaire les besoins des usagers;
- ✓ participation des usagers aux divers stades décisionnels relativement au transport en commun;
- ✓ regroupement des associations et des individus qui ont un intérêt particulier qui concerne le transport en commun; évaluation des moyens que peuvent exercer ces associations et individus; information du public sur les avantages et le rôle du transport en commun dans notre société;

- ✓ développement du transport en commun pour satisfaire les besoins identifiés par les usagers et en faire une alternative valable à l'automobile; politiques de transport durable, tel qu'énoncé par le Conseil en 1997 à l'occasion d'une réflexion dans le contexte du 20^e anniversaire
- ✓ amélioration des services aux clientèles particulières telles que les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite, les aveugles et les amblyopes, en concertation avec les organismes concernés;
- ✓ prise en considération par les autorités responsables des plaintes et commentaires faits par les usagers;
- ✓ sensibilisation à la sauvegarde et à la revitalisation du patrimoine commun (gares, emprises, etc.).

2. FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2007-2008

L'Association a célébré au printemps 2007 son 30^e anniversaire de fondation. Ce contexte a contribué à une mobilisation importante du Conseil d'administration et de ses comités ad hoc ou sectoriels (comité d'honneur, infrastructures et technologies, *membership* et refonte des règlements généraux, etc.). Une augmentation du nombre d'heures de bénévolat par les membres et divers partenaires aura permis d'atteindre des objectifs de niveau supérieur à ce qui avait été anticipé au préalable. Que ce soit du côté des entreprises et des institutions ou des organismes communautaires, le positionnement de l'organisme a trouvé un nouvel élan «sur le terrain», selon une expression familière.

Transport 2000 Québec a assumé sa dimension nationale en favorisant la poursuite d'une activité-bénéfice qui s'est déroulée à Montréal en mai dernier et en février en accueillant des entreprises et institutions directement ou indirectement impliquées dans la réalisation d'infrastructures de transport, la prestations de services de transport ou la fourniture de services connexes. Elle aura par ailleurs fait une place à Montréal à la présentation d'un dossier de relance du tramway dans la Région de la capitale nationale, et élaboré un projet de recherche sur la question des droits des usagers, avec la collaboration de plusieurs partenaires, lequel devrait porter fruit dans l'année qui vient.

L'Association a collaboré à une étude sur la tarification des services de transport collectif au Québec et a appuyé la préparation d'un colloque national du *Comité consultatif sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion*, qui s'est tenu à Montréal en novembre dernier. Des représentations de divers ordres ont également été assurées dans le but non seulement de contenir mais réduire les hausses de tarifs par les réseaux de transport dans une fourchette raisonnable. Des études plus étoffées sont venues soutenir le bien-fondé d'une telle approche.

Au niveau des comités d'usagers, Transport 2000 a soutenu la création d'un regroupement à Saint-Jean-sur-Richelieu en faveur d'une liaison par train entre la Métropole et cette ville du Haut-Richelieu, tout en sensibilisant l'Agence métropolitaine de transport (AMT) à un tel projet, de même que les autorités municipales et la population quant aux avantages que procureraient l'intégration des modes de transport par autobus et par train pour la région.

Au niveau des activités d'éducation et de sensibilisation, la 12^e édition de la campagne *Journée de l'air pur* a été réalisée au printemps 2006 avec des résultats toujours en hausse en termes de notoriété. C'est désormais plus de 56 % de la population de la Région métropolitaine de Montréal (RMM) qui a entendu parler de cette campagne sur les transports et l'environnement, et ce grâce à la participation du groupe radiophonique Corus, tête de pont de la station radiophonique CKOI 96,9 FM, du ministère québécois des Transports, de l'AMT et d'autres partenaires. En outre, Transport 2000 a participé avec l'Agence métropolitaine de transport (AMT) à l'événement annuel *En ville sans ma voiture*, qui a eu lieu fin septembre 2007. D'autres services d'information ont été assurés au

grand public par téléphone et au bénéfice de groupes d'étudiants d'universités, outre la remise des Prix Guy-Chartrand.

Bien qu'il s'agisse d'abord d'un dossier de relations de travail, le régime de maintien des services essentiels dans le secteur du transport public a retenu l'attention de l'organisme et d'un certain nombre d'autorités organisatrices de transport, sans compter celle des acteurs principaux à l'Assemblée nationale du Québec, que ce soit le ministre du Travail, que Transport 2000 a rencontré à l'automne, le porte-parole de l'Opposition officielle en matière de travail et autres intervenants, dont le président du Conseil des services essentiels (CSE). Une plainte a aussi été déposée auprès du Conseil – volet tribunal administratif – à la suite d'un arrêt de travail des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval au printemps 2007. C'est une première et l'affaire a connu son dénouement en septembre.

Les deux comités permanents les plus actifs ont été celui des infrastructures et technologies de même que celui du recrutement des membres. Un mémoire très étoffé a été réalisé à l'occasion des audiences relatives au Plan de transport de la Ville de Montréal et en marge du projet de réaménagement de la rue Notre-Dame dans le secteur est. Une politique de membership et de recrutement a été confiée au comité d'affaires publiques et de recrutement.

Enfin, Transport 2000 Québec est accessible via son site Internet à l'adresse suivante : <http://www.transport2000qc.org> . La publication du magazine EN TRANSIT complète les activités de communications, sans compter la diffusion de communiqués sur des sujets d'actualité, les relations avec les médias. Une demande de financement a en outre été préparée à l'attention de bailleurs européens pour une mission de coopération en Afrique de l'Ouest, qui pourrait être financée par l'ACDI par ailleurs.

3. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS 2007-2008

Nous reprendrons ici les activités de Transport 2000 Québec réalisées du printemps 2007 à l'hiver 2008, soit à peu près d'avril à mars dans le contexte de son **30^e anniversaire**. Ce document sera ultérieurement mis à jour pour l'assemblée générale des membres (AGA). La dernière AGA annuelle a été tenue fin mai 2007 à Montréal, où le plan d'action a été approuvé. Les résultats dépassent les attentes et les prévisions. Une liste à jour des membres du Conseil d'administration figure en annexe du présent document, accompagnée d'une revue de presse à jour. Cette compilation a été effectuée à l'interne et à l'aide du relationniste de Transport 2000 Canada Jim Goss.

Représentation des usagers, soutien aux comités locaux et vie associative

D'abord, l'AGA s'est déroulée le mardi 31 mai dernier à la salle des boiseries de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Une présentation spéciale a été prévue pour le retour éventuel du tramway dans les rues de la Capitale nationale, à Québec. Cette présentation fut assurée par le collectif Accès transports viables, invité dans la Métropole pour l'occasion. Le Conseil d'administration (CA) s'est réuni à sept (7) reprises au cours de l'exercice, incluant deux retraites d'une journée, plus une réunion téléphonique. De plus, le Comité exécutif (CE) s'est retrouvé entre chaque réunion du CA en prévision des assemblées du Conseil. Le CE, qui assure notamment le suivi des affaires publiques, est généralement responsable de l'encadrement et du soutien aux comités d'usagers.

Transport 2000 a réussi ensuite deux opérations, qui se sont soldées par des résultats concrets voire des premières en ce qui concerne l'intérêt des usagers. Premièrement, le ministre du Travail a reconnu la prépondérance de l'utilisateur advenant toute réforme du Code du travail relative au maintien des services essentiels. Ce langage a été transposé dans le vocabulaire de l'Opposition officielle, qui avait initié avant l'ajournement d'été des amendements touchant le régime de négociations collectives et la continuité des services de transport en cas de grève.

L'Association a obtenu une audition par le Conseil des services essentiels dans le cas d'un arrêt de travail survenu en avril à Laval, lorsque les chauffeurs ont cessé d'offrir le service pendant qu'une convention collective était en vigueur. La plainte et la demande de réparation soumises par Transport 2000 s'est soldée par une médiation avec le Syndicat des chauffeurs de la CSN et la Société de transport de Laval (STL). Au terme de cette médiation, Transport 2000 a réussi à obtenir une lettre d'excuses de la part du Syndicat en faveur des usagers voire de la population de Laval et une compensation établie à un montant de 10 000 \$ pour pallier les deux heures d'interruption du service. Le CSE a entériné cette entente conclue entre l'Association et le Syndicat, tout en décrétant la pose d'infobus sur le réseau de la STL.

Après avoir appuyé et poursuivi plusieurs campagnes afin de contrer les hausses de tarifs dans le secteur du transport en commun, qui freinent la fréquentation des réseaux de transport habituellement lorsqu'elles ne l'entraînent pas à la baisse, Transport 2000 a

développé une approche et un cadre d'analyse visant à comprendre et à débattre des enjeux des politiques tarifaires à l'œuvre ici et à l'étranger. Amorcée en octobre 2005, cette réflexion s'est poursuivie jusqu'à l'automne dernier et a même donné lieu à l'organisation d'un colloque national par le comité consultatif formé par le Gouvernement en vertu d'une loi de l'Assemblée nationale adoptée en 2002, la Loi sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'événement a eu lieu au Centre Saint-Pierre de Montréal le 22 novembre sous le thème «Des tarifs qui excluent – des solutions qui rassemblent». L'Association a fourni une collaboration reconnue et un apport de services non seulement en termes d'informations ou de renseignements sur le thème, mais aussi dans la préparation des activités de participation des organismes communautaires et institutionnels.

Dans un autre ordre d'idées, Transport 2000 a été associée aux travaux du Bureau de normalisation du Québec (BNQ), qui a publié le résultats des délibérations du comité de consultation élargi et qui comprenait à la fois des représentants d'opérateurs, d'organismes réglementaires et d'usagers. Le document Services de transport par autobus – protocole de certification a été publié en début d'année et prévoit des normes de service applicables à l'industrie de l'autocar dédiée au transport interurbain des personnes et aux voyages nolisés.

Fonctionnement des comités et dossiers sectoriels

Le Conseil d'administration est appuyé dans son travail de divers comités permanents ou ponctuels dans la réalisation des actions ou les prises de position de l'organisme. Cinq comités de travail permanents existent et sont plus ou moins actifs selon les enjeux ou les projets en cours, en d'autres termes que ceux-ci soient issus de la programmation interne ou d'autres acteurs en transport. À titre de rappel, nous les présentons ci-dessous avec leur description :

- 1- Communications, recrutement et affaires publiques (magazine EN TRANSIT, gestion du membership, site Internet, etc.)
- 2- Infrastructures et technologies (ex : plans de transport, etc.)
- 3- Financement des services et tarification
- 4- Programme d'éducation et de sensibilisation (ex : Journée de l'air pur)
- 5- Partenariat et coopération (ex : projet nord-sud)

Les comités les plus actifs sont celui des communications, dont les politiques de recrutement et le magazine trimestriel EN TRANSIT sont la pierre angulaire, le comité d'éducation et le comité Infrastructures & technologies. Ce dernier a tenu près d'une dizaine de réunions avec des membres de haut calibre pour la préparation d'un mémoire sur le Plan de transport de la Ville de Montréal. Axés sur une approche responsable sinon stratégique, les délibérations du Comité ont conduit à indiquer en priorité sept (7) chantiers sur les 21 identifiés par la Ville. Transport 2000 a d'ailleurs participé aux audiences publiques de la Commission municipale et de la Commission d'agglomération.

Des exemplaires de ce mémoire sont disponibles sur simple demande. Ce travail a fortement influencé les recommandations des deux commissions au Conseil.

À un autre niveau, deux comités ont été formés en vue de la réalisation de projets spécifiques. Le premier comité (voir ci-dessous) est un comité de pilotage pour la création d'un observatoire des transports urbains. Le deuxième, appelé comité d'honneur, veille à la promotion et à la mise en marché d'un déjeuner-bénéfice qui vise à rassembler les acteurs de l'industrie du transport des personnes en général et les institutions du domaine; il y a là un objectif d'autofinancement pour l'Association. Pour 2007-2008, ce comité était composé de membres de la communauté représentatifs du milieu des transports en général :

- Jean-Jacques Beldié, ATUQ
- Yves Devin, STM
- Jean Corbeil, Club du rail canadien
- Jean-Luc Labrecque, association des CIT
- Pierre-André Dugas, Groupe Génivar
- William Spurr, Bombardier transport
- Jean Léveillé, T2000QC

Éducation et recherche

L'Association a une fois de plus concentré ses efforts d'éducation du public sur la préparation d'une 12^e campagne de la *Journée de l'air pur* au Québec, un concept mis sur pied par Transport 2000 Québec en 1996 et appuyée par de nombreux partenaires depuis ses débuts. En ce qui concerne la notoriété de la campagne, un nouveau record sans précédent a été établi. Selon un sondage scientifique de la firme SOM complété en juin, (56 % de la population de la Région métropolitaine de Montréal en a pris connaissance. L'acteur de théâtre de télévision monsieur Emmanuel Bilodeau a participé bénévolement à titre de porte-parole de campagne.

Le thème de la campagne 2007 était le suivant : «Ensemble, réglons le déséquilibre modal !». Cette campagne a démontré l'utilité d'une telle initiative pour la compréhension des enjeux de consommation énergétique, de changements climatiques et de réchauffement planétaire ou de pollution de l'air résultant de l'usage des modes de transport motorisés individuels. Quelques millions de personnes dans la Région métropolitaine de Montréal ont vraisemblablement été sensibilisées depuis 1996, grâce à un partenariat constant associant l'Agence métropolitaine de transport (AMT), Hydro-Québec, le ministère des Transports du Québec, CKOI 96,9 FM, le Département de santé publique de Montréal pour la diffusion de messages d'intérêt public et d'une audience élargie dans la population.

Un projet d'observatoire des transports urbains est en cours de planification sous l'égide d'un comité de pilotage composé de membres de prestige. Aux moins trois réunions de travail se sont tenues depuis l'automne dernier. Le mandat du comité est d'assurer la rigueur scientifique du projet, d'assurer le financement de l'étude de faisabilité et de veiller au suivi des décisions. C'est un mandat provisoire car son échéancier prévu est

de six mois à un an. Les membres du Comité sont au nombre de cinq et sont choisis davantage pour leur expertise que pour leur appartenance à une organisation :

- Jacques Fortin, Ph.D. (Groupe Dessau)
- Florence Junca-Adenot, Ph.D. (Université du Québec à Montréal)
- Luc Gagnon, Ph.D. (Hydro-Québec)
- Gérald Bolduc, M.Sc. (Communauté métropolitaine de Montréal)
- Normand Parisien, M.A.P. (Transport 2000 Québec)

Affaires publiques et communautaires

C'est à partir de 2006 que l'Association remettait ses **Prix Guy-Chartrand**. Le jury de sélection formé pour la sélection des récipiendaires, qui agit en toute indépendance et bénévolement, est composé des personnes suivantes issues d'organisations telles que le CAA-Québec, Vélo Québec, l'ARUTAQ :

- Madame Rosanne Couture (ARUTAQ, membre sortante)
- Madame Sophie Gagnon (CAA-QC)
- Madame Suzanne Lareau (Vélo Québec)
- Monsieur Sylvain Lessard
- Monsieur Jean Léveillé (président de Transport 2000 Québec)

Les prix 2006-2007 ont été remis à trois récipiendaires dans les catégories **Action et mobilisation des usagers** (Association des utilisateurs et utilisatrices du transport de Sherbrooke & Lise Boulanger), **Développement et amélioration du transport collectif** (Daniel Beauchamp, STM), **Personnalité marquante du transport collectif** (Harry Gow, région de l'Outaouais); pour 2007-2008 ces prix ont respectivement été remis à Paul-Marie Gagnon avec le Comité des usagers réguliers du transport en commun de Saguenay, Guy Sylvain chez Transdev et Jacques Coté de Montréal. Par un concours de circonstances, deux déjeuners-bénéfices étaient organisés pendant le même exercice, soit les lundi 29 mai 2007 et lundi 11 février 2008¹.

Des représentations ont été effectuées auprès de l'AMT sur certains éléments du plan stratégique de développement de l'Agence, en cours de révision actuellement. L'Association a d'ailleurs eu droit dans ce contexte à une présentation spécifique sur la mise en chantier du train de l'est entre la rive nord du Saint-Laurent et Montréal. Une autre affaire aura connu son dénouement, soit une plainte d'utilisateur pour comportement abusif (expulsion d'un passager) auprès du Réseau de transport de Longueuil (RTL). On aura ainsi créé un précédent en obtenant du transporteur une compensation à l'utilisateur et une lettre d'excuses. Quoi qu'il en soit, une revue de presse accompagne ce document.

¹ Le premier événement (30^e anniversaire) avait pour conférencier d'honneur monsieur Denys Jean, sous-ministre des Transports du Québec et le deuxième, madame Julie Boulet, ministre; les deux activités rassemblaient dans la Métropole quelque 400 convives chacun

En marge du 30^e anniversaire, l'artiste de renommée internationale monsieur Frédéric Back a fourni gracieusement à l'organisme une œuvre dédiée pour sa signature visuelle. Des interventions ont été effectuées à l'occasion d'un certain nombre d'événements : colloque national de l'Association du transport urbain du Québec à Laval, forum international sur la mobilité urbaine et le transport avancé (MUTA) à Mont-Tremblant, réaménagement de l'échangeur Turcot et reconversion des terrains du CN dans le sud-ouest montréalais, conférence sur les trains à Québec en novembre, etc.

Partenariat et coopération

L'Association a reçu une reconnaissance publique lors d'une réception à Montréal de la part du Carrefour canadien international (CCI-QC), pour ses actions et réalisations dans le cadre du programme Transport urbain et environnement en Côte d'Ivoire, au bénéfice du Réseau d'environnement & développement durable d'Afrique (REDDA) et de Transport 2000 Côte d'Ivoire entre 2000 et 2007.

De plus, un suivi a été assuré avec l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) pour la recherche de commanditaires privés, tandis que des démarches conjointes avec le partenaire africain ont été tentées pour la participation d'un bailleur européen.

Plan stratégique de développement

Transport 2000 a amorcé en 2007-2008 un exercice de planification stratégique sur un horizon de trois à cinq ans. En marge de l'anniversaire marquant ses 30 ans d'existence, l'équipe a décidé de se projeter dans le temps, au-delà de sa programmation annuelle en dépit du défi que pose l'intervention dans un contexte où les leviers restent limités compte tenu du mandat relativement ambitieux de l'organisme : défense des droits et intérêts des usagers, promotion des transports en commun. De telles initiatives ont été tentées auparavant, en 1996-97 et pour la période 2003-2004. Des retombées ont été assurées au terme de ces démarches. Dans le premier cas, la réflexion a donné lieu à une mise à jour de la mission de l'organisme en fonction de l'objectif visant à «promouvoir l'avènement et la mise en œuvre d'une politique de transport durable pour le Québec».

Dans le deuxième cas, compte tenu de l'évolution du contexte social la mission a permis de déterminer un objectif (janvier 2005) plus concret : «promouvoir les transports collectifs dans la perspective du développement durable et du mieux-être des communautés». Or, le plan stratégique de développement vise à intégrer les projets voire les programmes, à les arrimer aux besoins du public et de la communauté de même qu'à identifier les ressources nécessaires à leur réalisation. Deux activités connexes ont été entreprises dans ce contexte : refonte des règlements généraux et élaboration d'une campagne de recrutement. Un projet national sera présenté dans la section suivante.

Enfin, le personnel mis à contribution dans la réalisation du programme d'activités en 2007-2008 et à l'élaboration ou l'identification du potentiel de développement pour les périodes subséquentes est identifié comme suit :

- Normand Parisien, direction générale
- Annie Marquis et Judith Racine (adjointe administrative et chargée de programme)

4. ORIENTATIONS ET PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2008-2011

La présente section vise d'une part à déterminer les actions prioritaires en 2008-2009 et, d'autre part, à identifier des pistes d'intervention susceptibles de guider les actions de l'organisme sur un horizon plus long, de trois à cinq ans. On place ici l'utilisateur au cœur du développement durable et cet alignement tente de situer sa participation dans le contexte de l'élaboration des politiques de transport jusqu'à la prestation des services. Après plus de 30 ans d'activités et de réalisations, de 10 ans de reconnaissance de l'action communautaire au Québec, l'association Transport 2000 Québec convient que la situation du transport des personnes a évolué dans le temps et qu'il apparaît opportun de tracer un bilan, et de cerner sinon de prévoir les grandes tendances.

À cet égard, certains paramètres nous sont déjà connus. Si l'utilisateur est bénéficiaire des transports en commun ou des transports collectifs, il n'en est pas le seul bénéficiaire. Or, le débat persiste à savoir comment on mesure le bénéfice ou, de manière plus large, les externalités propres au système de transport. Même aux États-Unis les transports sont largement subventionnés, et ce à tous les niveaux de l'administration publique, que l'utilisateur utilise l'automobile, le camion, ou n'importe quel autre mode de transport. Mais comme l'Association se soucie essentiellement de l'utilisateur dans le sens où il emprunte un mode public (que la propriété des réseaux soit publique ou privée), il importe de cibler les actions à ce niveau. Les autres usagers de la route disposent déjà de leur propre canal de représentation (ex : CAA pour les automobilistes, Association du camionnage du Québec pour les camionneurs).

Défense collective des droits et représentation des usagers

Transport 2000 Québec s'est engagée dans un projet de recherche-action au cours de l'année sur l'état du droit en matière de représentation des usagers : recension des droits, charte des droits des usagers, rédaction d'un guide de l'utilisateur. Neuf (9) régions sont ciblées dans la réalisation de ce projet, en collaboration avec le département de droit et science politique – programme Pro Bono – de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), lequel a décidé de contribuer 30 000 dollars comme appui financier au projet.

Par ailleurs, considérant des demandes d'appui de regroupements d'utilisateurs régionaux (Association des utilisateurs et utilisatrices du transport de Sherbrooke, Comité des usagers du transport en commun régulier du Saguenay), l'Association envisage de fournir une aide financière ponctuelle advenant des sources additionnelles de financement pour l'année qui vient. Un fonds d'aide aux comités locaux doit donc être envisagé, dans le contexte de l'élaboration des plans de transport régionaux ou de la prestation de services aux usagers.

Financement des services et tarification

L'Association devrait poursuivre sa réflexion sur les politiques tarifaires dans le contexte du dossier appelé «vente et perception», c'est-à-dire de l'introduction de la carte à puce sur les principaux réseaux de transport en commun du Québec. Une assemblée publique d'information s'est déjà tenue le vendredi 4 avril dernier, au lendemain du dépôt du rapport du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'Association s'attend à ce que des propositions réalistes soient présentées, qu'elles ne soient pas trop sélectives et soient applicables à l'ensemble des usagers. C'est la position défendue par l'organisme jusqu'ici.

Ce sera le rôle du comité de définir son agenda en termes de suivi des politiques tarifaires au lendemain du dépôt du rapport du comité, en déterminant les rôles respectifs des politiques et des technologies dans l'accessibilité aux services de transport dans les grands centres urbains du Québec, avec la collaboration d'organismes concernés.

Infrastructures, intermodalité et technologies

L'Association envisage également une meilleure intégration du transport des personnes et des marchandises, plus particulièrement dans la région métropolitaine de Montréal, où la Ville et l'agglomération doivent adopter en juin un plan de transport. De plus, l'AMT travaille sur la mise à jour de son plan stratégique de développement, sur l'horizon 2007-2017. D'ici 2009, l'Agence soumettrait aussi son plan pour consultation, selon une intervention récente de son président. Transport 2000 a indiqué à la DGMO (direction générale de Montréal et de l'Ouest) et au sous-ministre des Transports (MTQ) son souhait de voir avancer les travaux du Plan de transport pour la Métropole, avec la collaboration du Ministère et de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), responsable de l'aménagement du territoire.

Au niveau national, l'Association élabore présentement une campagne pour l'amélioration du rail avec la collaboration de personnalités de divers milieux afin de susciter de meilleurs investissements sur le réseau de Via Rail, dont la présence dans l'est du Canada et au Québec est monumental. C'est ce qui a motivé l'Association à mobiliser le groupe Transport 2000 Ontario dans la relance du dossier de train rapide Québec-Windsor. Un projet commun sera défini par les deux associations et Montréal a déjà été choisie à l'unanimité des deux organismes comme le lieu de cette conférence pan canadienne ou internationale au printemps 2009. Un comité scientifique doit être mis sur pied dans le cadre de cette organisation.

Affaires publiques et communications

Transport 2000 Québec continuera de publier son magazine EN TRANSIT, sauf que le Conseil d'administration a décidé d'adopter progressivement le mode de production et de diffusion électronique pour ceux qui en ont la possibilité sur le plan technique. Certains membres en ont même fait la demande, afin de réduire la production de papier.

L'option de l'envoi sera toutefois maintenue pour les autres. Des démarches sont aussi en cours pour la refonte du site Internet, de même qu'une révision des moyens de communication électronique compte tenu des nouvelles technologies (NTIC), et ce en bénéficiant de l'intégration des outils. Si cela peut réduire les coûts, c'est encore mieux.

Les relations avec les médias continuent d'être une activité non négligeable, comme en témoigne notre revue de presse, mais les questions environnementales ont pris de l'ampleur depuis 2003, selon une compilation indépendante effectuée jusqu'en 2007. Nous avons anticipé ce mouvement dès le début des années quatre-vingt-dix sinon à partir des années quatre-vingt. Nous avons donc réfléchi à ces enjeux pour en intégrer les dimensions – économiques, sociales ou communautaires, environnementales – dans le cadre du modèle de développement durable. Par contre, nous n'oublions pas de considérer que les autorités publiques et les organismes socio-économiques sont parfois rattrapés par le feu de l'actualité et il convient donc de départager les préoccupations en fonction des attentes diversifiées du grand public et des citoyens.

Programmes d'éducation et de recherche

Des réaménagements sont en cours par ailleurs pour le programme **Journée de l'air pur**. Transport 2000 a d'ores et déjà demandé un plan de communication à la firme *Ozone relations publiques*, pour un nouveau plan de campagne avec l'appui renouvelé du comédien Emmanuel Bilodeau à titre de porte-parole officiel. Il a été convenu de travailler avec une nouvelle firme de communication, afin de renforcer les relations publiques. Si la Journée de l'air pur est un succès technique en terme d'impact dans la population (56 % de notoriété), il a été demandé à cette firme de réévaluer la campagne (4-20 juin) et le volet de la participation du public. En septembre, la Journée En ville sans ma voiture, organisée par l'AMT et à laquelle collabore Transport 2000, serait l'occasion d'essayer un nouveau projet, le Piélib (expérience tentée à Paris en 2007).

En ce qui concerne l'observatoire des transports urbains, dès que les contributions des partenaires seront confirmées, l'étude de faisabilité sera complétée en complément des deux étapes précédentes (enquête d'opinion et concept d'observatoire métropolitain).

Partenariat et coopération

Les communications se poursuivent avec les deux organismes d'Afrique de l'ouest en vue de compléter le montage financier du projet qui a été élaboré l'an dernier sur les transports et l'environnement au Bénin et en Côte d'Ivoire. Ce projet prend un peu plus de temps, car il a été décidé par le Conseil de faire appel à d'autres bailleurs que ceux qui contribuent présentement aux activités. D'autres recherches de financement sont en cours.

5. RAPPORT DU VÉRIFICATEUR 2007-2008

TRANSPORT 2000 QUÉBEC
RAPPORT FINANCIER
AU 31 MARS 2007

Yoland Dumas CA
8 rue des Parulines, Verdun (IDS), Québec, Canada, H3E 2C2
Téléphone: (514) 766-4306
Télécopieur: (514) 543-3410
Courriel: yoland.dumas@videotron.ca

TRANSPORT 2000 QUÉBEC
RAPPORT FINANCIER
AU 31 MARS 2007

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR	1
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	2
Évolution des actifs nets	3
Bilan	4
Notes afférentes aux états financiers	5
Renseignements complémentaires	8
Produits	Annexe 1

Yoland Dumas CA
8 rue des Parulines, Verdun (IDS), Québec, Canada, H3E 2C2
Téléphone: (514) 766-4306
Télécopieur: (514) 543-3410
Courriel: yoland.dumas@videotron.ca

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Aux membres de
Transport 2000 Québec

J'ai vérifié le bilan de Transport 2000 Québec au 31 mars 2007, ainsi que les états des résultats et des évolution des actifs nets pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2007 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Yoland Dumas CA
Comptable agréé

Verdun (DS), le 15 mai 2007

TRANSPORT 2000 QUÉBEC
RÉSULTATS
 EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

	2007	2006
	\$	\$
PRODUITS (Annexe 1)	173 878	204 138
FRAIS D'EXPLOITATION		
Salaires et charges sociales	72 426	78 784
Loyer	14 253	13 954
Télécommunications	4 945	5 237
Assurances	722	603
Frais de représentation	3 338	2 343
Frais de transport et déplacement	5 187	5 919
Projet Action 21 JAP	37 175	36 776
Service d'agence de personnel	10 857	28 755
Graphisme et impression	4 550	2 333
Poste et courrier	1 778	1 870
Livres et documents	466	612
Entretien et réparations	476	1 304
Frais de bureau	3 960	2 260
Taxes et permis	65	65
Cotisations et affiliations	454	255
Honoraires professionnels	2 185	1 271
Formation et perfectionnement	1 172	-
Intérêts et frais bancaires	1 120	670
Événements spéciaux et congrès	6 471	17 430
Divers	1 380	1 553
	172 980	201 994
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	898	2 144

Les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

TRANSPORT 2000 QUÉBEC
ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

	2007	2006
	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	747	(1 397)
Excédent des produits sur les charges	<u>898</u>	<u>2 144</u>
SOLDE À LA FIN	<u><u>1 645</u></u>	<u><u>747</u></u>

TRANSPORT 2000 QUÉBEC
BILAN

AU 31 MARS 2007

	2007	2006
	\$	\$
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	-	2 618
Débiteurs (Note 3)	21 709	13 791
Frais payés d'avances (Note 4)	1 715	1 915
	<u>23 424</u>	<u>18 324</u>
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Découvert bancaire	477	-
Marge de crédit	18 550	12 500
Créditeurs (Note 5)	5 752	5 077
	<u>21 779</u>	<u>17 577</u>
ACTIFS NETS		
NON AFFECTÉS	<u>1 645</u>	<u>747</u>
	<u>23 424</u>	<u>18 324</u>
AU NOM DU CONSEIL		
<hr/> Administrateur	<hr/> Administrateur	

TRANSPORT 2000 QUÉBEC
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2007

1. CONSTITUTION ET SECTEUR D'ACTIVITÉ

TRANSPORT 2000 Québec a été constitué le 14 juillet 1977 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec.

Ses objectifs sont les suivants:

Promouvoir l'inter-relation de l'usage des transport et la planification en cette matière, la protection de l'environnement et l'usage efficace des ressources, concernant l'éducation populaire et la recherche dans ce domaine.

Promouvoir le développement des transports ferroviaires dans le contexte d'un système de transport bien intégré.

Faire des pressions auprès des autorités gouvernementales afin d'en arriver à une approche à long terme, relativement aux questions de transport.

Organiser des dialogues publics avec la participation des usagers, concernant l'octroi des services en matière de transport.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Comptabilisation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

b) Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont constatées à titre de charges dans l'état des résultats.

c) Estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés de l'actif et du passif de même que sur la présentation de l'actif et du passif éventuels, à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges au cours de la période de présentation de l'information. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

TRANSPORT 2000 QUÉBEC
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2007

3. DÉBITEURS

	2007 \$	2006 \$
Remboursement de taxes à la consommation	11 709	3 541
Université Sherbrooke	-	250
Agence Métropolitain de Transport	5 000	5 000
Direction de la santé public	-	5 000
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	5 000	-
	<u>21 709</u>	<u>13 791</u>

4. FRAIS PAYÉS D'AVANCES

	2007 \$	2006 \$
Dépôt pour loyer	1 095	1 095
Assurances	620	666
Autres	-	154
	<u>1 715</u>	<u>1 915</u>

5. CRÉDITEURS

	2007 \$	2006 \$
Comptes fournisseurs	65	2 291
Salaires courus	2 139	610
Déductions à la source	3 548	2 176
	<u>5 752</u>	<u>5 077</u>

6. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Au 31 mars 2007, le solde des engagements en vertu d'un bail pour la location des bureaux s'établit à 4901 \$. Les loyers minimums des cinq prochains exercices sont estimés aux montants suivants :

2008	2009	2010	2011	2012
\$	\$	\$	\$	\$
<u>4 901</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

Le bail de location se termine le 31 juillet 2007 et est renouvelable annuellement au gré du locataire et du locateur.

TRANSPORT 2000 QUÉBEC
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2007

7. IMMOBILISATIONS

Comme le mentionne la convention comptable, les acquisition d'immobilisations sont imputées comme charges à l'état des résultats. Cependant, les immobilisations suivantes sont utilisées par l'organisme pour la réalisation de ses activités:

	2007 \$	2006 \$
Mobilier et équipement	740	740
Système téléphonique	500	500
Équipement informatique	1	1
	<hr/>	<hr/>
	1 241	1 241
	<hr/>	<hr/>

8. INSTRUMENTS FINANCIERS

i) Marge de crédit

Au 31 mars 2007, l'organisme disposait d'une marge de crédit de 25 000 \$, renouvelable annuellement. Le montant prélevés portent intérêts au taux préférentiel majoré de 4,250 %.

ii) Risque de taux d'intérêt

L'organisme utilise une marge de crédit comportant des taux d'intérêt variables. Conséquemment, elle encourt un risque de taux d'intérêt en fonction de la fluctuation des taux préférentiels.

iii) Juste valeur

La juste valeur des actifs à court terme et des passifs à court terme se rapprochent à leur valeur comptable étant donné leur échéance à court terme. Les justes valeurs sont fondées sur des estimations, donc il ne faut pas les interpréter comme réalisables si les instruments étaient réglés immédiatement.

9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent, présentés aux fins de comparaison, ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée en 2007.

10. LES FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n'a pas été préparé, car il ne fournissait pas d'information supplémentaire utile sur les activités de financement et d'investissement et sur les effets qui en découlent.

TRANSPORT 2000 QUÉBEC
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

	2007	2006
	\$	\$
Annexe 1 - PRODUITS		
Ministère des Transports du Québec	40 000	40 000
SACA	42 000	38 000
Adhésions	2 400	2 420
Dons	12 810	13 015
Projet Action 21 JAP	54 500	55 000
Remboursement-taxes à la consommation	8 168	6 304
Événements spéciaux	14 000	41 501
Programme emploi	-	7 898
	<u>173 878</u>	<u>204 138</u>

Transport 2000 Québec

État des résultats

Pro forma au 31 mars 2008

Revenus	Budget	Réalisé	Écart
Ministère des Transports du Québec	45 000 \$	45 000 \$	0,00%
SACA - défense collective des droits	42 000 \$	42 000 \$	0,00%
Adhésions	3 500 \$	2 230 \$	-36,29%
Dons ou commandites	25 000 \$	30 940 \$	23,76%
Programme d'éducation - JAP	55 000 \$	66 000 \$	20,00%
Événements spéciaux	50 000 \$	86 575 \$	
Programme d'embauche ou recherche	12 250 \$	0 \$	-100%
Remboursements de taxes	6 500 \$	3 059 \$	-52,94%
Études et recherche	0 \$	10 000 \$	
Projet de coopération internationale (ACDI- PEDD)	n.d.	0 \$	
Total	239 250 \$	285 804 \$	19,46%
Dépenses			
Ressources humaines	113 800 \$	129 570 \$	13,86%
Loyer	14 700 \$	14 690 \$	-0,07%
Télécommunications	4 200 \$	5 220 \$	24,29%
Photocopieur-bail	0 \$	0 \$	#DIV/0!
Frais de bureau	2 400 \$	1 830 \$	-23,75%
Déplacements et transport	5 100 \$	4 725 \$	-7,35%
Représentation	3 500 \$	4 825 \$	37,86%
Graphisme et impression (E.T.)	3 000 \$	4 410 \$	
Livres , documentation et Internet	2 500 \$	614 \$	-75,44%
Projet de coopération nord-sud	n.c.	0 \$	
Frais de poste et courrier	2 400 \$	1 850 \$	-22,92%
Programme d'éducation - JAP	55 000 \$	42 505 \$	-22,72%
Événements spéciaux	19 500 \$	45 635 \$	
Entretien et réparations	1 800 \$	670 \$	-73,11%
Études et recherches	5 000 \$	8 320 \$	-100,00%
Assurances	750 \$	675 \$	-10,00%
Taxes et Permis	0 \$	85 \$	
Honoraires de vérification	n.c.	1 823 \$	
Frais bancaires	-	175 \$	
Cotisations et affiliations	-	50 \$	
Achat d'équipement	3 500 \$	2 115 \$	
Divers	2 100 \$	3 715 \$	
Total	239 250 \$	273 502 \$	14,32%
Excédent (déficit)		12 302 \$	

6. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2008-2009

Transport 2000 Québec

Prévisions budgétaires 2008-2009

Revenus

Ministère des Transports du Québec (MTQ)	60 000 \$
Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA)	42 000 \$
Adhésions	3 500 \$
Dons ou commandites	25 000 \$
Programme d'éducation - JAP 05	75 000 \$
Événements spéciaux	50 000 \$
Projet de recherche-action SACAIS	30 000 \$
Remboursement de taxes	6 500 \$
Autres revenus PEDD-OBS	25 000 \$
Total	317 000 \$

Dépenses

Ressources humaines	118 800 \$
Locaux	14 700 \$
Télécommunications	4 200 \$
Achat d'équipement	3 500 \$
Frais de bureau	2 400 \$
Déplacements et transport	5 100 \$
Représentation	3 500 \$
Graphisme et impression	5 000 \$
Frais de poste et courrier	2 400 \$
Programme d'éducation - JAP 05	75 000 \$
Événements spéciaux	19 500 \$
Livres & documentation	2 500 \$
Entretien et réparations	1 800 \$
Études et recherches	55 000 \$
Assurances	750 \$
Divers (frais bancaires, formation, etc.)	2 850 \$
Total	317 000 \$
Surplus (déficit)	0 \$

7. Annexes

 Liste des membres du Conseil d'administration 2007-2008

Nom / titre	Adresse civique
Jean Léveillé* Président 2006-2008	781, rue Cyr Sainte-Thérèse (Québec) J7E 2N1
André-P. Lefebvre* Vice-président 2007-2009	19, rue Saint-Sulpice est Oka (Québec) J0N 1E0
Myrosław Smereka* Trésorier 2007-2009	145, rue Longueuil app. 5 Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec)
Gaston Verreault* Secrétaire par intérim 2007-2008	319, De Lorraine Rosemère (Québec) J7A 4K1
Normand Parisien* Directeur général 1990-	10750, rue Sackville Montréal (Québec) H2B 2X1
Julie Villeneuve Conseillère 2007-2008	456, 6 ^{ème} avenue Montréal (Québec) H4G 3A1
Justin Bur Conseiller 2007-2008	5219, avenue de Gaspé app. 5 Montréal (Québec) H2T 2A1
Sylvain Lessard Conseiller par intérim 2007-2008	326, rue Filiatreault Sainte-Thérèse (Québec) J7E 2H9
Michelle Delisle-Boutin Conseillère 2007-2008	621, 2 ^e Avenue Verdun (Québec) H4G 2W7

* membres du Conseil exécutif

Revue de presse sommaire

- 07/04/07 **Qu'en pensent les verts ?** - *Courrier Laval*
- 15/04/07 **Un prophète nommé Guilbeault** - *L'Actualité*
- 16/04/07 **Un Québec écolo ? Pas si sûr...** - *La Presse*
- 16/04/07 **Transport 2000 appuie la STL** - *Le Devoir*
- 19/04/07 **Laval transit union faces bill for stoppage** - *The Gazette*
- 23/04/07 **Le syndicat des chauffeurs sommé de dédommager les usagers** - *Courrier Laval*
- 26/04/07 **Metro draws faint praise** - *The Gazette*
- 28/04/07 **Un accueil glacial pour le concept d'un marché By sans voitures** - *Le Droit*
- 28/04/07 **Santé et mobilisation** - *Le Droit*
- 16/05/07 **MTC seeks ruling on strike service** - *The Gazette*
- 17/05/07 **Best-laid transit plans can crash into strike** - *The Gazette*
- 18/05/07 **Des intentions aux actions, il y a une marge... financière** - *Le Devoir*
- 22/05/07 **Une grève complètement injustifiée selon Transport 2000** - *CNW Telbec*
- 24/05/07 **Faut-il privatiser (un peu) la STM ? (T2 N Parisien)** - *Les Affaires*
- 24/05/07 **Le 6 juin décrété « Journée de l'air pur » au Québec** - *La Presse Canadienne*
- 24/05/07 **Transport 2000 en appelle à une plus grande utilisation des transports collectifs et actifs et à des investissements accrus** - *CNW Telbec*
- 25/05/07 **De l'air s.v.p.** - *Métro*
- 05/06/07 **Frédéric Back utilise sa grande persévérance** - *Le Devoir*
- 07/06/07 **Green groups laud new tax** - *The Gazette*
- 07/06/07 **La journée de l'Air pur ne mobilise pas** - *La Presse*
- 14/06/07 **Meeting postponed on transit dispute** - *The Gazette*

17/06/07 **Une roue perdue qui fait du chemin** - *Courrier Laval*

18/06/07 **Rapid transit plan gets a boost** - *KW Record*

28/06/07 **Québec veut raser l'échangeur Turcot** - *La Presse*

12/07/07 **Les Québécois s'éloignent chaque année de leur travail (T2 J Léveillé)** - *La Presse*

22/08/07 **Projet Montréal veut une entrée maritime** - *La Presse*

29/08/07 **Des bus qui ne tiennent plus la route** - *La Presse*

04/09/07 **Next stop : new era in bus service** - *The Gazette*

04/09/07 **Dernier hommage à une grande environmentaliste** - *Le Progrès Villeray*

09/09/07 **Le prix Guy-Chartrand à une Sherbrookoise** - *Le bulletin « Ensemble » de Sherbrooke.*

20/09/07 **Grève à la STL : le syndicat s'excuse** - *La Presse*

22/09/07 **We're first on the bus, study says** - *The Gazette*

27/09/07 **Entente entre le syndicat des chauffeurs et Transport 2000** - *Courrier Laval*

10/10/07 **Mise sur pied d'un comité pour promouvoir le train** - *Le Canada Français*

25/10/07 **10 000\$ pour de nouveaux Infobus Une décision dénoncée par Transport 2000** - *Courrier de Laval*

31/10/07 **Métro service to be cranked up in new year** - *Montreal Gazette*

31/10/07 **Un Québec écolo? Pas si sûr...** - *La Presse*

01/11/07 **La CDC Laval déçue** - *Courrier Laval*

03/11/07 **"Things they said this week"** - *The Gazette*

7/11/07 **Le Plan de transport de Montréal sous la loupe d'URBA** - *Journal de Rosemont-Petite-Patrie*

10/11/07 **Train rapide Québec-Windsor** - *La Presse*

14/11/07 **It's a safe bet there will be snow on the ground when city drivers walk out** - *Montreal Gazette*

14/11/07 **Les partisans du train de banlieue réclament une étude de faisabilité** - *Le Canada français*

26/11/07 **Transport 2000 favorable** - *Journal de Montréal*

29/11/07 **Transit network gets \$310-million transfusion / MTC monthly passes upped to 66.25** - *Montreal Gazette*

30/11/07 **La STM augmente la cadence** - *Le Devoir*

30/11/07 **LA STM SUR LA VOIE RAPIDE Beau, bon, plus cher** - *La Presse*

30/11/07 **Laval transit goes against flow, cutting bus fares; Bigger breaks on smog days. Bus officials hoping to lure back riders after a loss to the new métro line** - *Montreal Gazette*

9/12/07 **Plus de service, mais des services encore dépareillés** - *Courrier Laval*

18/12/07 **Hausse des tarifs** - *Journal de Montréal*

18/12/07 **Transport 2000 questionne la hausse des tarifs du RTL** - *Journal Point Sud*

10/01/08 **Court order could hit transit users hard-** *The Gazette*

15/01/08 **La question à se poser n'est pas de savoir si les trains rapides sont trop dispendieux** - *La Presse*

01/02/08 **"Autoroute" Notre-Dame ? Personne n'en veut !** - *Le VM Ville-Marie*

15/02/08 **Prix** - *Le Quotidien (Saguenay)*

01/03/08 **Transport 2000** - *Journal de Montréal (R. Brulotte)*

03/03/08 **Tolls can pay for Quebec road costs, new report says** - *CBC News*

04/03/08 **Laval mayor chimes in on road tolls** - *Montreal Gazette*

13/03/08 **La fin de la CAM approche, vive la carte à puce !** - *Le Devoir*

15/03/08 **Le transport, talon d'Achille du projet** - *Les Affaires*

20/03/08 **Long weekend can be a tough commute for shift workers** - *The Gazette*